

1.1 Pourquoi choisir le Costa Rica ?

Sous la surface du “Pura Vida” : Pourquoi tant d’expatriés choisissent le Costa Rica

Il y a des pays qu’on fantasme, et d’autres qu’on choisit après mûre réflexion. Le Costa Rica, à première vue, semble cocher toutes les cases de l’idéal tropical : soleil, nature, stabilité, gentillesse des habitants, et cette fameuse devise nationale, “Pura Vida”, que l’on retrouve peinte sur les murs, prononcée au marché, glissée dans un sourire. Mais derrière cette façade décontractée se cache une société bien plus complexe, structurée, et parfois même paradoxale. Et c’est justement cette tension entre l’image et la réalité qui attire autant qu’elle questionne.

Depuis les années 1990, le Costa Rica a vu affluer une population étrangère assez singulière : pas les aventuriers classiques, ni les expatriés pressés, mais des retraités en quête de quiétude, des entrepreneurs numériques attirés par le climat et le faible décalage horaire, et une armée discrète de freelances fatigués du stress occidental. Ce mouvement n’est pas un hasard : il s’appuie sur des choix de société qui détonnent dans la région. Ici, on a supprimé l’armée en 1948 pour réallouer les budgets à l’éducation et à la santé. Ce n’est pas un slogan : c’est une réalité institutionnelle qui a forgé une culture politique originale, où la neutralité est assumée et défendue.

L’économie du Costa Rica repose aujourd’hui sur trois piliers solides, même si inégalement répartis : le tourisme écologique, les nouvelles technologies et l’agriculture d’exportation. Le tourisme représente à lui seul un quart du produit intérieur brut, dopé par les réserves naturelles, les parcs nationaux, et la promesse d’une nature protégée. Mais cette manne reste fragile, dépendante des saisons et de la stabilité internationale. En parallèle, la Vallée Centrale s’est muée en petit hub technologique : Intel, HP, IBM y ont installé des antennes, profitant d’une main-d’œuvre éduquée, souvent bilingue. Enfin, les plantations de bananes, de café et d’ananas continuent de nourrir les marchés américains et européens, au prix de tensions écologiques et sociales bien réelles.

Cette stabilité macroéconomique séduit. Mais le coût de la vie vient rapidement nuancer l’enthousiasme. Si les produits locaux, légumes, fruits, pain, viande, restent accessibles, tout ce qui dépend de l’importation explose : électroménager, électronique, médicaments, véhicules... Le marché intérieur est trop petit pour amortir les taxes douanières et les marges des distributeurs.

Un simple frigo peut coûter deux fois plus qu'en Europe. Résultat : beaucoup d'expats apprennent à vivre autrement, à réparer au lieu de remplacer, à adapter leurs habitudes de consommation.

Le système de santé, lui aussi, incarne ce double visage. La "Caja Costarricense de Seguro Social", abrégée en CCSS, couvre tous les résidents légaux. C'est un modèle d'universalité qu'on envie dans bien des pays. Les soins de base sont de bonne qualité, le suivi médical est régulier, et les coûts sont faibles. Mais les délais d'attente sont parfois dissuasifs. Une IRM ou une consultation spécialisée peuvent prendre plusieurs mois sans assurance privée complémentaire. D'où le recours fréquent à un système hybride : public pour le suivi quotidien, privé pour les urgences ou les cas complexes.

Côté climat, le Costa Rica est un puzzle météorologique. On peut traverser trois saisons en une journée en fonction de l'altitude, de l'exposition, et de la proximité des côtes. La côte caraïbe reste moite toute l'année, avec des pluies imprévisibles. Le Pacifique, lui, vit une alternance sèche-humide plus marquée. Autour de San José, à 1200 mètres d'altitude, le climat se tempère, rendant la vie urbaine plus supportable. Ce facteur climatique influe sur tout : le prix des loyers, le type de culture agricole, les maladies saisonnières, les choix de mobilité. Vivre au Costa Rica, c'est apprendre à lire le ciel.

Un autre point qui attire les candidats à l'expatriation : la politique migratoire, remarquablement ouverte. Les Européens n'ont pas besoin de visa pour les séjours courts. Et pour les séjours longs, les possibilités sont nombreuses : visa "pensionado" pour les retraités avec au moins 1000 dollars de pension par mois, "rentista" pour ceux qui peuvent prouver un revenu mensuel régulier de 2500 dollars ou placer 60 000 dollars en garantie, visa investisseur à partir de 150 000 dollars injectés dans un projet local, ou encore regroupement familial pour ceux ayant des proches déjà résidents. Ce panel offre une grande flexibilité, à condition d'avoir les documents requis, les traductions certifiées, et parfois... la patience d'un moine zen.

Cette politique d'accueil s'inscrit dans une culture plus large : celle d'un pays qui, sans être naïf, mise sur l'hospitalité. L'administration est parfois lente, les formulaires nombreux, les délais étirés, mais rares sont les témoignages d'expulsions arbitraires ou de rejets agressifs. Le Costa Rica ne promet pas un tapis rouge, mais il offre un terrain de jeu stable à ceux qui veulent s'ancrer dans la durée. La nationalité, elle, reste difficile à obtenir. Mais la résidence permanente, après quelques années de régularité, ouvre déjà de nombreuses portes.

Quant à la sécurité, le tableau est contrasté. Le Costa Rica n'est pas un paradis policé. Certains quartiers de San José, Limón ou Puntarenas affichent des taux d'homicide préoccupants, liés au trafic de drogue et à la pauvreté structurelle. Mais ces zones sont connues, identifiées, et rarement visitées par les étrangers. Pour un expatrié installé dans la Vallée Centrale ou dans une région touristique, le risque principal reste le vol opportuniste : cambriolages de logements vacants, pickpockets dans les transports, ou arnaques en ligne. La violence ciblée contre les étrangers reste rare, et la majorité des incidents sont évitables avec un peu de bon sens et beaucoup de discrétion.

Le mythe du "Pura Vida" fonctionne comme un leurre autant qu'un levier. Il faut le déconstruire pour mieux s'y insérer. Ce n'est pas un pays de carte postale figé dans l'éternel été, mais une société en mutation, traversée de tensions silencieuses, de fractures régionales, d'espairs et de déceptions. C'est aussi un pays où l'on peut construire quelque chose de neuf si l'on accepte de déconstruire ses certitudes.

Ce qui attire ici n'est pas seulement la chaleur ou la végétation luxuriante, mais une forme de cohérence sociale rare : pas d'armée, une éducation gratuite, un système de santé accessible, et une liberté d'expression globalement respectée. Ce n'est pas parfait, mais c'est rare. Et ceux qui choisissent de s'installer au Costa Rica finissent par comprendre que la vraie richesse du pays, ce ne sont ni les plages, ni les volcans, ni même les toucans. C'est le contrat social implicite, imparfait, mais tangible.

Choisir le Costa Rica, ce n'est pas fuir quelque chose. C'est répondre à une question simple : suis-je prêt à ralentir, à écouter, à apprendre un autre tempo ? Ceux qui répondent oui ont toutes les chances de s'y sentir chez eux. Les autres... repartent frustrés, accusant le pays de ne pas leur avoir offert ce qu'il n'a jamais promis.

À suivre : le coût réel de cette transition. Car derrière l'idéal, il y a toujours une facture.

1.2 À quoi s'attendre concrètement

Le Costa Rica au quotidien : entre patience stratégique et adaptation lucide

On n'atterrit pas au Costa Rica pour y imposer son tempo. Le pays fonctionne à sa manière, avec des rythmes souples, des promesses élastiques et des systèmes administratifs qui tiennent plus du patchwork artisanal que de l'efficacité technocratique. Pour celles et ceux qui veulent s'y installer durablement, le décalage n'est pas seulement culturel : il est temporel, structurel et souvent émotionnel. Il faut s'attendre à être testé, pas sur ses compétences, mais sur sa capacité à composer avec l'imprévu, l'informel, le flou organisé.

Dès que l'on entame une démarche officielle, visa, enregistrement, ouverture de compte, le ton est donné. Une demande de résidence temporaire, par exemple, peut prendre entre six et douze mois avant validation. Ce n'est pas une exagération : c'est la norme. Le recours à un avocat local est fortement recommandé, non pas parce que c'est légalement obligatoire, mais parce que c'est, en pratique, le seul moyen d'éviter de se perdre dans la jungle des justificatifs, traductions, doublons et délais sans fin. L'administration n'est pas hostile, elle est juste débordée, souvent confuse, et parfois absente.

Une fois le dossier de résidence déposé, les autres démarches s'enchaînent, à leur propre rythme. L'affiliation à la "Caja Costarricense de Seguro Social" (CCSS), l'équivalent de la sécurité sociale, ne peut être faite qu'après la première validation du dossier migratoire. Il faut prendre rendez-vous, fournir les documents traduits (passeport, justificatifs de revenus, photos officielles), puis attendre encore quelques semaines pour l'activation effective. Comptez un mois en moyenne, mais sans garantie.

Pour ouvrir un compte bancaire, la résidence temporaire est généralement exigée, ou du moins une preuve que la demande est en cours. Dans le meilleur des cas, avec tous les documents réunis (passeport, contrat de location notarié, lettre de recommandation bancaire, numéro de dossier migratoire), l'ouverture peut se faire en une à trois semaines. Mais gare à l'oubli d'un tampon ou d'une signature : la demande peut être suspendue sans avertissement.

Même la conversion du permis de conduire, possible uniquement une fois la résidence validée, obéit à cette logique. Il faut présenter son permis original, une traduction officielle, un certificat médical local (payant), et un justificatif de résidence. L'attente pour le rendez-vous peut durer plusieurs semaines, et les délais d'émission du nouveau permis varient selon la région.

Tout cela a un coût, souvent sous-estimé. Vivre au Costa Rica n'est pas nécessairement cher, mais cela dépend de l'endroit, du mode de vie, et surtout de son rapport à l'importation. Un logement correct, hors des zones trop touristiques ou de San José, peut se trouver dès 500 USD par mois. Le panier alimentaire local, fruits tropicaux, riz, haricots, œufs, poisson frais, reste abordable. Mais dès qu'on sort des produits de base, les prix flambent : un simple camembert peut coûter dix dollars, un téléphone basique revient plus cher qu'en Europe, et même les vêtements sont frappés par les marges d'importation.

Ce que beaucoup sous-estiment, ce sont les exigences de traduction. Tous les documents étrangers doivent être apostillés dans le pays d'origine, puis traduits en espagnol par un traducteur assermenté reconnu au Costa Rica. Cela inclut les actes de naissance, certificats de mariage ou divorce, casier judiciaire, certificats médicaux, justificatifs de pension, diplômes, etc. Chaque page coûte en moyenne entre 20 et 35 USD, à multiplier par le nombre de documents exigés. Sans cela, le dossier est immédiatement rejeté ou gelé.

Mais ce n'est pas seulement le coût ou la lenteur qui déroutent. C'est le choc culturel diffus, sournois, qui finit par user. Ici, on ne dit pas "non", on dit "ya casi" (presque prêt), ce qui peut signifier dans une heure, dans trois semaines, ou jamais. Les rendez-vous sont souvent annulés à la dernière minute, sans appel. Une promesse orale ne vaut rien, même si elle est répétée avec le sourire. Les appels restent sans réponse, les mails aussi. Ce n'est pas de la mauvaise volonté : c'est une manière d'être au monde différente, où le flou protège, où la lenteur rassure, où l'improvisation est une compétence sociale.

Selon la région où l'on s'installe, l'intégration prendra une forme différente. Dans la Vallée Centrale, autour de San José, Heredia ou Alajuela, les expatriés sont nombreux, les infrastructures solides, et l'adaptation plus fluide. On y trouve des hôpitaux réputés, des écoles bilingues, et un tissu social mixte.

Mais sur la côte caraïbe, ou dans les villages plus reculés, les codes sont plus rigides, la langue est indispensable, et la présence étrangère reste marginale. Là-bas, l'expatrié est perçu avec prudence, parfois avec suspicion. Il faut du temps pour créer des liens, et de la constance.

C'est dans ces zones, d'ailleurs, que le "bouche-à-oreille" devient vital. Oubliez les guichets numériques ou les services en ligne. Pour débloquer une démarche, trouver un logement fiable, faire réparer sa voiture ou obtenir un rendez-vous, il faut connaître quelqu'un, ou connaître quelqu'un qui connaît quelqu'un. Les groupes Facebook d'expatriés, les discussions dans les cafés, les groupes WhatsApp locaux deviennent des ressources à part entière. Ce sont eux qui remplacent les notices officielles et les FAQ inexistantes.

L'adaptation ne se joue donc pas sur la simple acquisition d'informations, mais sur une transformation du regard. Il faut désapprendre la logique occidentale de l'efficacité, du "tout planifié", du "je veux, donc j'exige". Ici, l'agenda est mouvant, les promesses sont relatives, et le relationnel prime. Faire preuve d'insistance est perçu comme une agression. Rester calme, humble, attentif : c'est une stratégie, pas un renoncement.

Le Costa Rica ne se mérite pas : il se traverse avec souplesse. Ceux qui s'y installent durablement sont ceux qui acceptent de jouer ce jeu d'équilibriste, entre frustration et émerveillement, lenteur et intensité. Rien n'est donné, tout se négocie, souvent entre les lignes.

C'est un pays qui te teste dès l'arrivée. Pas sur ton CV, ni sur ton budget, mais sur ta capacité à faire autrement. Ceux qui s'y cassent les dents sont ceux qui pensent pouvoir reproduire leurs schémas d'origine. Ceux qui s'y épanouissent sont ceux qui apprennent à danser avec l'inattendu.

Et dans cette danse, les réseaux locaux, même informels, sont tes meilleurs alliés. Apprendre à écouter, à demander sans imposer, à se taire parfois : voilà les premières leçons d'une intégration réussie. Ici, on n'entre pas en force. On se laisse inviter.

Alors oui, le Costa Rica peut paraître lent, désorganisé, imprécis. Mais c'est aussi cette lenteur qui permet l'imprévu, la rencontre, la respiration. Encore faut-il savoir ce qu'on est venu y chercher.

1.3 Aperçu culturel rapide

Vivre entre lignes implicites et traditions visibles : culture quotidienne du Costa Rica

S'installer au Costa Rica, ce n'est pas seulement changer de décor, c'est accepter de naviguer dans une culture où presque tout se dit sans se dire. Ici, les mots ne suffisent pas. Ils sont souvent maquillés, détournés, poliment retournés pour éviter le heurt. La société costaricienne repose sur une apparente douceur, un pacifisme revendiqué, et un art du contournement élevé au rang de système de communication. Comprendre cela est essentiel pour éviter les malentendus, les blocages invisibles, et les frustrations silencieuses qui plombent tant d'expatriations.

Au cœur de cette culture, on trouve une combinaison étonnante : une tolérance de façade, parfois très sincère, parfois plus stratégique, et un attachement profond aux racines. Le Costa Rica se veut pacifique, stable, bienveillant. Ce n'est pas un slogan : l'abolition de l'armée, le respect des minorités religieuses, et le refus des grands conflits politiques marquent l'histoire récente. La population valorise la paix, la nature, et la famille comme des piliers d'identité collective. Mais cette image cache aussi des tensions larvées, rarement exprimées de manière frontale.

La communication ici est codée, fluide, souvent indirecte. Dire non est perçu comme brutal. On préfère éviter, détourner, retarder, ou sourire en espérant que l'autre comprenne. Le conflit est vécu comme une faute sociale, presque une blessure morale. Dans les interactions quotidiennes, cela oblige à décoder ce qui ne se dit pas : un silence prolongé peut être un refus, un "peut-être" un "non" déguisé, et un compliment un signal d'alerte. Ce n'est pas de l'hypocrisie : c'est une autre manière de préserver le lien

Le ton joue un rôle crucial. Parler calmement, éviter les ordres, employer le conditionnel, remercier même pour les choses les plus simples : tout cela forge un climat de respect formel. L'usage du "usted", même entre personnes proches, est fréquent, et témoigne de cette culture de la distance polie. En abuser peut créer de la froideur, mais l'ignorer trop vite peut heurter.

La cellule familiale reste le centre névralgique du tissu social. Les familles élargies sont la norme : grands-parents, oncles, tantes, cousins vivent souvent à proximité, et interviennent activement dans l'éducation des enfants. Ce modèle de cohabitation intergénérationnelle crée des solidarités précieuses, mais impose aussi des normes implicites. La parole de l'aîné reste dominante, les rôles sont genrés, et les attentes en matière de comportement sont parfois très rigides, surtout en milieu rural.

Ce conservatisme familial se ressent particulièrement dans les régions éloignées de la capitale. Là où l'Église garde un poids symbolique important, l'autorité parentale est rarement remise en question, et les écarts à la norme sont jugés plus sévèrement. La contraception y reste taboue, les discours sur la sexualité peu présents, et l'éducation à l'émotion encore balbutiante.

Cela dit, les avancées sociales existent. Le mariage homosexuel est légal depuis 2020, une première dans la région. Dans les grandes villes, les couples LGBTQ+ peuvent vivre librement, s'afficher, créer des familles. Mais cette acceptation reste géographiquement limitée. Dans certaines campagnes catholiques, l'homosexualité est encore murmurée, niée ou dissimulée. Les droits existent sur le papier, mais l'expérience vécue dépendra largement du quartier, du voisinage, et du niveau d'exposition sociale. Le Costa Rica est loin d'être homogène. Chaque région développe sa propre identité culturelle. San José, la capitale, est cosmopolite, éduquée, en partie occidentalisée. Les cafés alternatifs, les espaces de coworking, les galeries d'art contemporain y côtoient les ambassades et les universités. À l'opposé, la péninsule de Nicoya est marquée par la ruralité, la sobriété, une forme de spiritualité enracinée dans les cycles agricoles et les rites communautaires.

La côte caraïbe, quant à elle, cultive une identité afro-descendante unique dans le pays. Plus marginalisée politiquement, elle est aussi plus festive, plus métissée, et plus rebelle dans ses codes. La musique reggae, les rastas, les marchés colorés et les influences jamaïcaines donnent à cette région un souffle particulier, parfois en tension avec le reste du pays, plus hispanique et catholique.

Ces identités se révèlent aussi dans les célébrations populaires. Les grandes fêtes religieuses rythment l'année : la Semaine Sainte transforme des villes entières en scènes de procession, où l'on porte des statues de saints, chante des prières, suspend le quotidien. Le 15 septembre, jour de l'indépendance, donne lieu à des défilés, des concours d'uniformes scolaires et des concerts patriotiques.

À Limón, sur la côte caraïbe, les festivals reggae et caribéens cassent les codes, réaffirment des identités parfois effacées, et rassemblent une jeunesse en quête de reconnaissance.

Participer à ces événements est un excellent moyen de s'intégrer, à condition de le faire avec tact. Ne pas juger, ne pas comparer, ne pas prendre de photos sans demander : autant de règles implicites qui forgent le respect. Être étranger ici, ce n'est pas être exclu. Mais c'est être observé. Et les premières impressions comptent. Un mot de trop, une attitude hautaine, un sarcasme mal placé, et c'est toute une porte qui se referme.

Les étrangers qui réussissent à créer des ponts sont ceux qui comprennent les fractures régionales, les silences sociaux, et les limites de la tolérance affichée. Ceux qui écoutent plus qu'ils ne parlent, qui posent des questions au lieu d'imposer des réponses, et qui savent que "Pura Vida" est aussi un code culturel à décrypter, pas un simple slogan touristique.

Au fond, la culture costaricienne est une invitation : à ralentir, à nuancer, à observer. Elle n'est pas spectaculaire, elle ne s'impose pas, elle ne crie pas ses valeurs. Mais elle résiste, discrètement, à la brutalité du monde extérieur. Et c'est peut-être ce qui la rend si précieuse.

Vivre ici, c'est apprendre une nouvelle grammaire sociale, fondée sur la subtilité, la patience, et une forme d'humilité. Ceux qui ne la maîtrisent pas se sentent vite exclus. Ceux qui l'embrassent découvrent une autre forme de liberté : celle de ne pas avoir à tout dire pour être compris.

1.4 Environnement politique et libertés

Une démocratie sans uniforme : comprendre les libertés costariciennes

Le Costa Rica se distingue de ses voisins par une singularité géopolitique rare dans le monde contemporain : il vit sans armée depuis plus de soixante-quinze ans. Ce choix, qui pourrait sembler naïf vu de l'extérieur, est en réalité l'un des piliers les plus profonds de son identité politique. L'abolition des forces armées en 1948 n'était pas un caprice pacifiste, mais une rupture fondatrice : une manière de dire que le pouvoir ne se défend pas par la violence, mais par l'investissement dans l'éducation, la santé et les institutions civiles. Ce pari, risqué à l'époque, a permis à la démocratie costaricienne de se consolider dans un continent souvent secoué par les coups d'État et les ingérences militaires.

Aujourd'hui, ce modèle tient bon. Les élections sont régulières, pluralistes, surveillées avec rigueur, et les alternances politiques se font sans heurts. Aucun président ne peut être réélu immédiatement, et les campagnes électorales, bien que parfois virulentes, se déroulent dans un cadre légal respecté. Les partis couvrent un spectre large, de la droite néolibérale à la gauche écologiste, en passant par des formations plus centristes ou régionales. Cette diversité politique, même si elle conduit parfois à des gouvernements minoritaires ou instables, témoigne d'un attachement collectif à l'expression démocratique.

Les libertés individuelles sont garanties par la Constitution, et elles ne sont pas qu'un décor. La presse est libre, critique, souvent audacieuse. Des journaux comme *La Nación* ou *CRHoy* n'hésitent pas à publier des enquêtes sur des affaires sensibles, y compris impliquant des élus ou des institutions majeures. Certes, cette presse est en partie concentrée dans les mains de quelques groupes économiques, ce qui limite la diversité de ton, mais le droit de publier, de commenter, et même de dénoncer reste fondamentalement protégé.

Manifester, au Costa Rica, est un acte banal et peu risqué. Aucun encadrement militaire ne vient circonscrire les cortèges, aucun dispositif de répression préventive n'est visible dans les rues. Le pays fonctionne sur une logique d'autogestion citoyenne. Les grèves du secteur public, les mobilisations étudiantes ou les rassemblements écologistes s'expriment régulièrement, parfois avec force, souvent avec créativité.

Les violences sont rares, les interpellations ciblées, et les expats ne sont généralement pas inquiétés, à moins de s'illustrer de manière très visible.

Le revers de cette liberté, c'est une justice qui peine à suivre. Les tribunaux sont engorgés, les procédures lentes, les recours nombreux. Une affaire civile peut traîner pendant des années, un litige familial s'enliser dans les allers-retours entre médiation et audience, et une plainte pénale nécessiter un avocat motivé pour ne pas sombrer dans l'oubli. Les inégalités d'accès à la justice sont criantes : qui peut se payer un bon avocat avance plus vite, qui dépend de l'aide juridique gratuite attend, espère, ou abandonne. Malgré tout, l'appareil judiciaire tient debout. Il n'est pas indépendant à la perfection, il n'est pas toujours à la hauteur de ses ambitions, mais il n'est pas captif non plus. On peut y gagner un procès contre une entreprise, contre l'État, contre un voisin influent. Mais il faut s'armer de patience, de preuves solides, et parfois de relais dans la presse ou dans la société civile pour faire avancer un dossier épineux.

La corruption, elle, existe, mais elle reste à bas bruit. Les services de base, électricité, eau, sécurité sociale, fonctionnent sans qu'il soit nécessaire de glisser une enveloppe. Les guichets publics, même s'ils sont lents, restent accessibles. Les soupçons se concentrent surtout sur les appels d'offre, les grands travaux d'infrastructure, les contrats publics à plusieurs zéros. Là, les scandales émergent régulièrement, souvent révélés par la presse ou les ONG, mais rarement suivis de sanctions spectaculaires.

Dans la vie quotidienne, le citoyen n'est pas confronté à une corruption systémique. Le "petit billet" pour accélérer un dossier n'est pas une norme. Et s'il existe des "fixeurs" capables d'arranger certaines situations, leur usage reste ponctuel, discret, et loin d'un système institutionnalisé. Les expats, d'ailleurs, sont rarement ciblés par des demandes informelles. Leur présence reste perçue comme utile économiquement, et leur intégration est rarement freinée par des logiques clientélistes.

L'absence d'armée continue de produire des effets symboliques puissants. Elle crée une atmosphère politique plus apaisée, un espace public moins militarisé, et une culture du dialogue plus enracinée. Cela ne signifie pas que tout soit pacifique ou consensuel. Les tensions sociales existent, les divisions économiques aussi. Mais elles s'expriment à travers les urnes, les manifestations, les négociations, pas par les armes.

Ce modèle de gouvernance inspire le respect dans la région. Le Costa Rica est souvent sollicité comme médiateur, comme relais diplomatique, ou comme laboratoire d'expérimentation politique. Sa neutralité déclarée lui permet de dialoguer avec tous, de refuser certaines alliances, et d'assumer une voie médiane dans les grandes tensions géopolitiques. Il ne joue pas dans la cour des puissants, mais il occupe une place morale qui lui donne du poids.

Ce climat politique, relativement serein, attire naturellement les expatriés en quête de stabilité. Ceux qui ont vécu dans des pays plus répressifs, ou plus instables, perçoivent tout de suite la différence : moins de surveillance, moins d'uniformes, plus de droits, plus d'espaces d'expression. Cela ne signifie pas que tout soit parfait. Le racisme institutionnel, les discriminations de genre, ou les inégalités économiques peuvent aussi s'exprimer dans les institutions. Mais les recours existent, les contre-pouvoirs sont actifs, et l'espace public reste largement ouvert.

Pour les étrangers qui souhaitent s'impliquer, dans une association, un média, une ONG, les portes ne sont pas fermées. Il faut cependant le faire avec finesse, sans arrogance, et en comprenant les codes locaux. Le Costa Rica n'aime pas les leçons venues d'ailleurs. Il accepte volontiers la critique, mais seulement si elle est posée avec respect et enracinée dans une connaissance fine du terrain.

En somme, vivre dans ce pays, c'est faire l'expérience d'une démocratie organique, pas spectaculaire, parfois lente, souvent imparfaite, mais étonnamment résiliente. Les libertés y sont vécues avec un naturel désarmant. Et même si les institutions craquent parfois sous leur propre poids, elles tiennent, parce que la société costaricienne, dans son ensemble, y croit encore.

C'est cette croyance, discrète mais profonde, qui donne au pays sa stabilité. Et pour qui sait l'écouter, elle est peut-être la forme la plus précieuse de liberté.

1.5 Fractures internes et tensions

Costa Rica, derrière la carte postale : fractures silencieuses d'un pays inégal

Il est tentant de résumer le Costa Rica à une formule accrocheuse : “nature préservée, démocratie stable, peuple souriant”. Mais cette image de perfection tropicale, si séduisante à l'extérieur, masque des tensions internes bien plus anciennes, enracinées et souvent tues. Le “Pura Vida” ne dit rien des fractures qui traversent le pays : économiques, géographiques, ethniques, religieuses. Et pour tout expatrié désireux de comprendre réellement où il met les pieds, ignorer ces lignes de faille revient à marcher en aveugle.

Le premier choc, c'est celui des inégalités économiques. Il suffit de quitter les grands axes ou les zones touristiques pour s'en rendre compte. L'accès à l'eau potable, par exemple, reste problématique dans certaines régions rurales : les coupures sont fréquentes, les réseaux vétustes, les analyses de qualité rares. Dans d'autres zones, c'est la pression foncière qui rend l'eau “inabordable” car monopolisée par les complexes hôteliers. Internet, quant à lui, reste un luxe en dehors des grands centres urbains. Si la fibre est courante autour de San José, elle devient un fantasme dès que l'on s'aventure dans les villages de montagne ou sur les côtes. Et les soins de santé, même s'ils sont théoriquement universels, varient du tout au rien selon la localisation.

Cette inégalité géographique se double d'un abandon historique des minorités. Les peuples autochtones Bribris, Cabécares et Malekus vivent sur des territoires souvent isolés, sans routes carrossables, sans représentations politiques solides, sans accès réel aux médias nationaux. Leurs langues sont en danger, leurs traditions peu reconnues, et leurs droits fonciers constamment menacés par des projets agricoles ou immobiliers. Les aides de l'État sont sporadiques, souvent bureaucratiques, et mal adaptées aux réalités locales. On parle de “respect” dans les discours officiels, mais sur le terrain, c'est surtout l'indifférence qui règne.

La côte caraïbe, elle aussi, vit une forme d'isolement chronique. C'est une région à majorité afro-descendante, historiquement marginalisée, longtemps exclue des décisions nationales. San José la regarde encore avec condescendance, quand ce n'est pas avec méfiance. Les infrastructures y sont moins développées, les investissements publics plus rares, et le sentiment d'être une “zone oubliée” est très présent. Le reggae, les rythmes caribéens, les revendications identitaires ne sont pas seulement des marqueurs culturels : ils sont des formes de résistance.

À l’opposé, la vallée centrale concentre tout : emplois, services, universités, hôpitaux, sièges d’entreprise, infrastructures numériques. Ce cœur géographique du pays est devenu hypertrophié. La congestion y est permanente, les loyers explosent, et l’air y est moins respirable que dans n’importe quelle autre zone du pays. Et pourtant, c’est là que tout se décide, que tout converge, que tout commence et finit. Ce déséquilibre alimente un clivage profond entre le centre et les périphéries, entre les citoyens “connectés” et les autres, entre ceux qui peuvent influencer, et ceux qui doivent subir.

Dans les zones rurales, le problème n’est pas seulement l’isolement, c’est aussi la désertion. Beaucoup de jeunes partent vers la ville, faute de perspectives. Les écoles ferment, les dispensaires deviennent obsolètes, les bus ne passent plus. Pour compenser, certains territoires se livrent au tourisme de masse : hôtels, retraites spirituelles, éco-lodges. Mais cette manne, trop souvent étrangère, déforme les équilibres locaux. Les prix montent, les traditions s’effacent, les habitants deviennent figurants sur leur propre terre.

La religion, bien que moins visible que dans d’autres pays d’Amérique centrale, reste un vecteur d’influence puissant. L’Église catholique n’est plus officiellement liée à l’État, mais sa présence structure encore une grande partie de la vie sociale. Les fêtes religieuses dictent le calendrier scolaire, les processions paralysent les centres-villes, et les figures chrétiennes occupent l’espace public sans partage. Cela ne gêne pas la majorité, mais rend le débat compliqué sur certains sujets brûlants.

L’éducation sexuelle, par exemple, reste un champ de bataille idéologique. Les tentatives d’introduire des cours plus progressistes dans les écoles ont déclenché des levées de boucliers, parfois violentes, notamment dans les zones rurales et conservatrices. L’avortement, quant à lui, reste illégal sauf en cas de danger vital pour la mère. Et même dans ces cas-là, les parcours médicaux sont semés d’obstacles, de jugements, et d’injonctions morales. Le débat est vif, mais toujours contenu par une bienséance sociale qui rend le conflit plus insidieux.

Ces tensions ne s’expriment pas toujours par des affrontements visibles. Elles sont souvent contenues, silencieuses, glissées dans les conversations, les regards, les décisions. Elles minent lentement les équilibres du pays, sans explosion, mais avec constance. Le Costa Rica n’est pas un pays en guerre sociale, mais un pays où les lignes de fracture s’élargissent, sans que personne ne veuille vraiment les nommer.

Pour un expatrié, comprendre ces dynamiques est crucial. Cela permet d'éviter les maladresses, les interprétations erronées, les jugements rapides. Il ne suffit pas de voir un hôpital flambant neuf pour croire que tout le monde y a accès. Il ne suffit pas d'entendre parler d'un festival culturel pour imaginer que toutes les voix sont représentées. Le Costa Rica parle doucement, mais il faut écouter fort.

Ce pays reste un espace de paix, mais une paix tendue, faite de compromis silencieux. Ceux qui réussissent à s'y intégrer sont ceux qui prennent le temps de lire entre les lignes, de comprendre d'où viennent les frustrations, et de respecter les blessures anciennes, même lorsqu'elles ne sont pas dites.

Car derrière la carte postale, il y a une topographie sociale complexe, inégale, et parfois douloureuse. Et c'est en l'acceptant, pas en la niant, qu'on peut commencer à vivre ici avec justesse.